



Le prix Nobel d'économie plaide pour la culture

Dans *La Prospérité de masse (1)*, l'Américain Edmund Phelps, prix Nobel d'économie 2006, insiste sur le rôle moteur de l'innovation et de la culture en économie.



Edmund Phelps « Retrouver le goût de la découverte avec de grands auteurs. »



Entretien

Quel regard portez-vous sur la situation économique française ?

La France a besoin de réformes. Il n'y a pas assez de concurrence. Pas assez non plus d'esprit d'innovation. Sous la pression de lobbies mais aussi parfois pour défendre l'emploi, on a laissé se développer de grands groupes qui ont bénéficié de la protection de l'État. C'est ce que j'appelle le corporatisme. Votre Président semble vouloir s'attaquer à cette question. C'est une bonne nouvelle.

Comment retrouver le chemin de la croissance ?

On insiste souvent, à juste titre, sur le rôle des grandes découvertes scientifiques ou la place des mathématiques. Mais ce n'est pas la seule explication. Je crois beaucoup aussi au rôle moteur joué par la culture. Cela passe par la lecture et la redécouverte de grands auteurs comme Montaigne, Nietzsche qui disait qu'il faut chérir l'inconnu, Bergson. Mais aussi Jack London, Dickens. Il me faudrait dix minutes pour tous les citer. Il faut retrouver le goût de la découverte, ce frisson du voyage vers l'inconnu. Et donc nourrir l'imaginaire des élèves.

Pendant la campagne présidentielle française, Benoît Hamon a provoqué la surprise en proposant la mise en place d'un revenu universel...

Je déplore cette notion même de revenu universel. C'est une mauvaise réponse à une vraie question, celle des bas revenus dans une économie comme la nôtre. Je crois beaucoup plus à des mesures incitatives pour encourager les employeurs à embaucher. La réponse ce n'est pas le revenu universel mais le travail. Je pense aussi que le coût des sommes mobilisées pour financer le revenu univer-

sel pourrait déstabiliser l'ensemble du système de protection sociale. Pour moi, c'est une impasse.

Mais nous sommes dans une économie qui crée de moins en moins d'emplois...

(Rire) C'est un argument que j'entends de plus en plus souvent. Mais je dois préciser qu'il est souvent avancé par des personnes qui ne sont pas des économistes. Quand on s'attaque à cette question, le plus souvent, on ne va pas jusqu'au bout. Je ne nie pas que les robots, l'intelligence artificielle bousculent l'économie. Ils contribuent à détruire des emplois. C'est aussi ce qui s'est passé au début de la révolution industrielle. Les avancées actuelles vont mettre les salariés sous pression, mais aussi contribuer à faire baisser le coût de certains produits, libérant ainsi du pouvoir d'achat. Je ne crois pas à cette idée d'une économie qui ne créerait plus d'emplois. Mais il faut réfléchir à l'accompagnement de cette transition sur le plan social. Car le rebond prendra un certain temps.

Aux États-Unis, les salaires des grands patrons n'ont jamais été aussi élevés. C'est une bonne ou une mauvaise nouvelle pour l'économie ?

Ce n'est bon pour personne.

C'est-à-dire ?

C'est un mécanisme vicié, une corruption d'un système qui devrait selon moi être réformé. Les grands patrons américains ont la mainmise sur les nominations au sein du conseil d'administration. Ils choisissent des hommes et des femmes qui leur sont favorables. Ces derniers leur accordent ensuite ce qu'ils demandent. On est dans le clientélisme. Ce n'est pas sain et cela a aussi des incidences sur l'économie. La maximisation des profits prend le pas sur tout et sur l'innovation en particulier. Le court terme

l'emporte sur le long terme et les profits sur une véritable création de valeur. Je le redis, ce n'est pas sain. Je dois reconnaître qu'en France ce phénomène n'a pas la même ampleur.

Vous n'êtes pas tendre avec le système bancaire américain...

La politique conduite par les grandes banques a eu des effets nefastes sur l'économie. Elles ont accordé des prêts de façon massive sans se préoccuper de leur rentabilité réelle. Les banques se sont peu à peu éloignées de l'économie réelle. La financiarisation a pris le pas sur tout le reste.

Les emprunts les plus douteux ont été dissimulés dans des titres remis sur le marché. C'est ce qui est à l'origine de la crise de 2008 avec les subprimes ?

Oui, les banques américaines avaient accordé des prêts immobiliers à des personnes incapables de faire face à leurs emprunts. On a assisté à une hausse artificielle des prix puis à leur effondrement.

Les réformes entreprises pour sauver le système bancaire sont-elles de nature à relancer la croissance ?

Je ne le crois pas. Les banques ont été sauvées. Mais c'est d'abord d'innovation dont nous avons besoin aujourd'hui pour restaurer l'attractivité du marché du travail et relancer la productivité.

Que faudrait-il faire ?

Reconnecter les banques avec l'économie réelle. Vous avez beaucoup d'argent qui circule sur les marchés financiers. Et dans le même temps, vous rencontrez des patrons de PME incapables de financer leurs activités. Les banques sont devenues d'énormes institutions. Elles entretiennent des relations étroites avec



les États. Et ce n'est pas toujours sain. À titre d'exemple, en Europe, la Deutsche Bank entretient des relations quasi incestueuses avec le gouvernement fédéral. En achetant les titres de dette émis par l'État allemand, elle s'assure la garantie de voir ce même État voler à son secours en cas de difficulté.

Une nouvelle crise financière est parfois évoquée. Vous y croyez ?

Aujourd'hui, je ne crois pas qu'un pays seul puisse être à l'origine d'une nouvelle crise financière. Seul un événement international par nature difficile à prévoir et à caractériser pourrait jouer un rôle déclencheur.

Donald Trump refuse de ratifier l'accord sur le climat. La croissance doit passer avant la planète ?

L'humanité est confrontée à l'urgence de la question climatique et on doit y répondre. Cette question est beaucoup plus cruciale que ce que nous pensions il y a vingt ans et même dix ans. L'habitabilité de la planète doit être préservée. Je ne crois pas par ailleurs que répondre à ce défi soit un frein au développement. Bien au contraire.

Qu'est ce qu'une vie réussie pour un prix Nobel d'économie ?

Pour moi, une vie réussie, une bonne vie au sens philosophique, prend sa source dans les penseurs qui m'ont précédé. À commencer par Aristote. Sur le plan matériel, c'est bien sûr la réalisation de vos projets personnels. Mais ce n'est pas suffisant, il faut y ajouter la notion d'épanouissement et de développement personnel qui sont d'une autre nature. Les deux vont ensemble.

Recueilli par
Patrice MOYON.

(1) *La prospérité de masse*, éditions Odile Jacob, 448 pages, 35 €.

Repères

1933. Naissance à Evanston (Illinois, États-Unis).

1961. Publie ses travaux sur l'accumulation du capital enseignés aujourd'hui dans le monde entier.

1962-1970. Développe une théorie de la croissance de long terme basée sur l'éducation et la diffusion du progrès technique.

1990. Mission en Russie dans le cadre de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour proposer des réformes économiques de l'URSS.

2006. Lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

2017. Traduction en français de *La prospérité de masse*.



Si j'étais économiste, je serais keynésien parce que les marchés ne doivent pas tout réguler et que l'État est

tenu de garder un rôle d'encadrement. À Buenos Aires, où je séjourne souvent, je suis témoin du mal provoqué par l'ultralibéralisme argentin. Lorsque j'achète une bouteille d'eau, la capsule est estampillée Coca-Cola Company ! Même ce précieux liquide, qui appartient à tous, est privatisé. Je trouve que l'on ne s'intéresse pas assez à l'économie qui, elle, s'intéresse à nous autant que la politique.

Benjamin Biolay 